écologie solidaire

Lettre n° 11 mars 2009

Dossier spécial La Crise

édito

La crise ? Quelle crise ?

Depuis quelques mois, la crise frappe les économies mondialisées. Attisée par les spéculations financières, elle atteint durement, comme toujours, les plus faibles. Les réponses des responsables en place sont diverses. Du gouvernement français qui proclame qu'il faut aider les riches aux espérances que suscite pour certains Barack Obama.
Mais de quelle crise s'agit-il ? Est-ce simplement un de ces mouvements cycliques du capitalisme, qui se terminera après un paroxysme par un nouveau renforcement du système ? Est-ce une crise d'un type nouveau, mêlant les contradictions de la libéralisation mondialisée et celles du productivisme ? Est-ce la première crise écologique ?
Dans ce nouveau numéro de la *Lettre de l'écologie solidaire*, nous proposons des outils d'analyse de cette crise et de ce que l'on peut en attendre.

Nous avançons également des réponses immédiates à cette crise. Nous ciblons en priorité la défense des classes populaires, qui paient le prix de la crise. Parce que c'est une crise du capitalisme, du productivisme, du conflit capital-travail, du rapport des hommes à la planète, etc., il importe de redonner de l'air aux classes populaires.
Ces réponses passent par la défense de l'emploi et la lutte contre les licenciements («travailler moins pour vivre mieux»), la reconversion de l'économie (relocalisation…), la lutte contre les inégalités sociales (et pour l'augmentation des bas salaires), la défense des services publics et la recherche d'une nouvelle organisation des biens communs (environnement, culture…).

Nous fixons un objectif : la reconversion écologique, sociale et démocratique du système économique. Et nous commençons à apercevoir des éléments de perspective : le dépassement du capitalisme pour aller vers une société écologiste des biens communs.

De l'effondrement

«A chaque effondrement des preuves le poète répond par une salve d'avenir» R. Char

S'il est encore trop tôt pour tirer les enseignements des événements ayant secoué le monde de la finance, à l'automne 2008, nous devons admettre qu'un seuil a été franchi non seulement dans le degré de gravité de la crise mais dans la conscience de nos contemporains, secoués par la violence de celle-ci et (re)découvrant le visage chaotique et destructeur du «capitalisme mondialisé à dominante financière» (F. Lordon). Si l'effondrement du système bancaire fut, à l'époque, évité de peu, le risque toujours patent de collapsus demeure : déflation, effondrement des cours, chute de la production… *«Cette année, le ciel en Suisse s'est assombri (…) le monde est apparemment passé de la phase "expansion-récession" à celle "d'expansion-apocalypse"»* (J. E. Stiglitz à propos du sommet de Davos 2009).
Chacun pressent que la crise des subprimes est plus qu'une crise économique «localisée» mais un évènement, sans précédent immédiat, marqué par l'implosion des sphères financière, matérielle, symbolique… Un effondrement généralisé rebattant les cartes et les positions comme si le centre de gravité du monde s'était soudain déplacé, rendant caduques les évidences ressassées depuis 30 ans.
Quid, en effet, du projet européen quand les Etats de l'Union font face à la crise en ordre dispersé, la relance européenne n'étant qu'un habillage communautaire de plans nationaux dissemblables ? Point n'est besoin d'insister sur les différences d'approche : la Grande-Bretagne abaissant de deux points son taux de TVA, la France choisissant d'aider ses deux constructeurs automobiles nationaux et l'emploi national au détriment des sites de production tchèque ou slovaque ou l'Allemagne refusant toute relance à l'échelle de l'Europe pour ne pas alourdir le poids de sa dette publique.
Quid encore de l'intangibilité des critères de Maastricht quand les déficits budgétaires se creusent inexorablement pour parer au plus pressé ? Quand la tentation protectionniste refait surface dans un monde jusque là livré aux délices «non négociables» du libre-échange ? Quid des institutions internationales et de leurs dirigeants soudainement aphasiques devant l'ampleur du décrochage ? La liste pourrait s'allonger, du fameux découplage (entre l'activité économique des pays émergents et la croissance des pays industrialisés) à l'auto-ajustement des marchés, de la mondialisation heureuse à la pertinence des nouvelles normes comptables internationales ? Les certitudes s'effondrent et les tenants d'un libéralisme sans bornes se font soudain les apôtres de la moralisation du capitalisme, tirant à hue et à dia, contre les paradis fiscaux ou les bonus extravagants des dirigeants de la finance.
Après trois séquences récessives en Europe depuis le début des années 70 (73, 80, début des années 90), la situation actuelle est marquée par une chute brutale de tous les indicateurs macroéconomiques (chute de la consommation, chute des ventes de voiture, chute de la croissance, chute du prix des MP, crise immobilière, pertes d'emplois

Lire la suite page suivante

par millions à travers le monde, contraction du commerce mondial, grippage des circuits de financement, surendettement des ménages…). Effondrement des «valeurs», des références, des expertises, à quoi on pourrait rajouter, à l'instar de B. Stiegler [1], l'effondrement de la libido, l'exténuation du désir et le règne de la bêtise, ensemble suscité par la démesure d'un système lancé à toute allure, obsédé par la fluidité de ses échanges et le rétrécissement de ses coordonnées temporelles et spatiales… Baisse, chute, effondrement, les mots ne manquent pas pour qualifier la dépression qui s'est emparée du système économique planétaire, préparée de longue date, dans le cadre d'une surexploitation des ressources matérielles et symboliques. Quand au début des années 60, l'économiste «keynésienne» J. Robinson affirmait : *«le capitalisme est comme une bicyclette, s'il s'arrête, il s'effondre»*, il y avait dans ces mots plus qu'une boutade mais la définition d'un système ne tenant l'équilibre que par sa vitesse de révolution, incapable de se retourner ou de ralentir sans risquer le collapsus, l'arrêt brutal de toutes ses fonctions irrigatoires : consommation, production, circuit de financement, investissement…

Si tout cela, en effet, ne tenait qu'à un fil, une sorte de chimère qui se serait soudain dissipée, laissant derrière elle une sourde mélancolie et un paysage à reconstruire. Mais sur quelles bases et avec quels outils ? Une politique budgétaire offensive privilégiant la relance par la consommation ? Ou une politique monétaire centrée sur la baisse des taux directeurs et la relance de l'investissement ? Un surcroît de liquidités ? Un grand emprunt européen ? Un plan de conversion écologique comme s'il suffisait de «décarboner» l'univers pour retomber sur nos pieds et lever l'anxiété qui façonne depuis 30 ans notre univers mental ?

L'agitation des responsables politiques ou syndicaux, craignant le pire, est à la mesure de cette déprise. Quand rien ne semble prendre, les plans de relance s'ajoutent aux plans de relance : 787 md de dollars aux EU, 25 md d'euros en France, 50 md d'euros en Allemagne, 4000 md de yuans en Chine, 24 md d'euros en GB, 168 md d'euros au Japon… Vertige des chiffres et marque de l'impuissance quand les centaines de milliards de dollars ou d'euros, investies par les Etats dans le secteur bancaire mondial semblent sans effets. Inexorablement, les pertes des banques continuent à se creuser comme si un immense trou (rappelons nous du «fameux» trou de la Sécurité Sociale [2]) engloutissait les efforts financiers de nos pouvoirs publics.

«Ce qui est inquiétant, prévient l'économiste O. Pastré, *c'est que l'on ne peut pas savoir à quoi ressemblera 2009. Soyons honnêtes : on n'avait pas anticipé l'ampleur de la crise financière en 2008, on n'anticipe pas non plus celle de la crise économique de 2009»*.

Et pourtant que de signes avant coureurs depuis la fin des «Trente Glorieuses» et de son modèle de régulation : hier, l'implosion de l'Union Soviétique, aussi soudaine qu'imprévisible ; Tchernobyl et ses milliers de liquidateurs ; Kigali et ses 900 000 morts ; les catastrophes climatiques, les famines subsahéliennes, l'effondrement des espèces… Auxquels il faudrait ajouter le chômage de masse, la déforestation, l'épuisement des ressources naturelles ou les guerres asymétriques, le tout composant ce paysage d'une «mondialisation heureuse», tant vantée par certains.

Comme le suggère J. P. Dupuy, *«le défi qu'est lancé à la prudence n'est pas le manque de connaissance sur l'inscription de la catastrophe dans l'avenir, mais le fait que cette inscription n'est pas crédible»*. La peur nous saisit, certes, mais nous ne croyons pas ce que nous savons : 1990, crise immobilière et des caisses d'épargne étasuniennes ; 1992, crise monétaire du SME ; 1994, krach obligataire aux EU ; 1997, crise financière asiatique (Corée, Hong Kong, Thaïlande) [3] ; 1998, deuxième crise financière internationale (Russie, Brésil) ; 2000-2002, éclatement de la bulle Internet… Ainsi de suite jusqu'à la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008. Comme si l'hypersophistication de nos outils de prévision n'avait servi à rien ? Comme si la confiance aveugle dans l'autorégulation du système avait remplacé l'évidence des faits ? La fuite en avant s'enracinant dans une sorte d'optimisme béat dans les lois du marché, la confiance dans le comportement «rationnel» des acteurs économiques remplaçant, à bien des égards, la foi du charbonnier. Depuis plus de 20 ans, en effet, les gouvernements, sous la pression d'intérêts particuliers et de choix idéologiques, se sont délestés d'une partie de leurs prérogatives, laissant au marché le soin d'étendre son périmètre et de se substituer à la délibération politique. *«La doctrine du marché tient lieu de politique (…) elle s'impose en totale abstraction des conséquences qu'elle pourrait avoir sur la vie des gens»* (J. P. Fitoussi). Après avoir levé, les unes après les autres, les contraintes qui pesaient sur le fonctionnement du système financier international (la règle des 3 D : déréglementation, désintermédiation, décloisonnement), lui laissant toute latitude pour innover [4] et répandre en son sein, actifs toxiques et produits financiers «pourris» issus de la titrisation ; l'incrédulité feinte ou réelle dont fait montre une partie du monde économique [5], devant la gravité et l'ampleur exceptionnelle de la crise, ne laisse pas d'étonner.

Comme l'effondrement des *Twins Towers*, l'effondrement des valeurs boursières à l'automne 2008 n'était-il pas prévisible et inscrit dans le choix de se délester méthodiquement de tout mécanisme régulateur ? Etait-il si difficile d'évaluer les effets pro-cycliques potentiels contenus dans l'application des nouvelles normes comptables internationales (contraignant les entreprises à évaluer leurs actifs en fonction de la valeur du marché) ? D'établir la responsabilité des «paradis» fiscaux dans le comportement délictueux des institutions financières ? Ou encore de critiquer le rôle des agences de notation [6] dans la prolifération des titres de la finance structurée ?

Quand J. Derrida, en octobre 2001, s'interroge sur le sens du «11 septembre», il renvoie l'évènement à une logique générale de l'auto-immunisation, soit ce comportement parfaitement incompréhensible «du vivant qui, de façon quasiment suicidaire, s'emploie à détruire «lui-même» ses propres protections, à s'immuniser contre sa «propre» immunité. Il y aurait là, sans doute, des pistes fécondes à explorer.

Si la crise, au sens strict, définit un processus de retournement du cycle économique en son point le plus haut, interrompant la phase d'expansion et précipitant l'économie dans la dépression, elle constitue, pour de nombreux théoriciens, un moment provisoire et nécessaire à l'intérieur d'un mouvement d'ensemble. «Le développement régulier de la richesse des nations n'a pas lieu sans douleur et sans résistance. Dans les crises, tout s'arrête pour un temps, le corps social paraît paralysé ; mais ce n'est qu'une torpeur passagère, prélude des plus belles destinées (…) Les crises paraissent une des conditions de l'existence des sociétés où le commerce et l'industrie dominent» (C. Juglar). Ainsi la crise serait, non seulement, consubstantielle aux sociétés industrielles et commerçantes mais plus fondamentalement une condition de

Lire la suite page suivante

leur existence et de leur dynamisme. Comme une phase transitoire, un creuset à l'intérieur duquel de nouveaux équilibres se chercheraient, de nouvelles raisons de croire se dessineraient dans la douleur.

Ainsi la crise aurait quelques vertus salutaires en renforçant le capitalisme par la critique de ses excès et la sanction de ses dérives. Que n'a-t-on pas entendu, ces dernières semaines, sur la nécessité d'assainir les comportements dévoyés [7] des traders ou des grands capitaines d'industrie, de limiter les bonus et les golden parachutes, de réglementer les fonds spéculatifs ou d'encadrer la titrisation ? L'utilisation de la métaphore organiciste venant à point nommé et servant à garantir la survie du système comme la saignée sur le corps d'un malade. D'où les appels à la moralisation du capitalisme et au « retour amont » : retrouver les valeurs fondatrices et les sources de l'engagement entrepreneurial, extirper du corps malade le poison des produits « toxiques » et repartir sur des bases assainies (« prélude des plus belles destinées »). *Green deal*, relance verte, croissance durable… les circonvolutions langagières et les capacités du système à contourner les obstacles sont immenses quand il s'agit, d'abord, d'expérimenter de nouveaux « leurres » susceptibles de relancer une confiance et un appétit largement écornés par le déroulement de la crise. Comment éviter que l'ébranlement de nos plus « chères » convictions ne transforme notre univers mental et matériel en un champ de ruines ? Quand nos sociétés vivent et se développent sous la menace toujours active de leur propre effondrement, la crise est le moment où cette vérité essentielle devient manifeste aux yeux du plus grand nombre. *« L'échange primitif*, affirme J. P. Dupuy, *n'est pas guidé par la recherche de l'intérêt privé (…) mais par la nécessité de reproduire sans cesse le lien social sur fond d'une menace diffuse (…) d'un effondrement de l'ordre social dans la violence »*. C'est pourquoi, il faut prendre au sérieux les appels réitérés de nos dirigeants au retour de la confiance [8]. Toute cette gesticulation politique, à seule fin de retrouver, à travers la confiance, un peu de ce maintien collectif qui nous fait tant défaut. Relancer les mécanismes de la croissance. La vitesse de la bicyclette. Tenir, maintenir et relancer. Rétablir la confiance en construisant les briques d'un nouveau récit : la conversion de l'économie à la croissance verte. Après le miracle des technologies de l'information et de la communication, après celui de l'économie de la connaissance et de la croissance grise, voici venir le temps du new green deal mondial ! [9]

Une croissance propre permettant de conjuguer développement économique, épanouissement social ou personnel et lutte contre les pollutions ; le tout « chapeauté » par la recherche de la bonne gouvernance censée rapprocher les intérêts des différentes parties prenantes (salariés, dirigeants, actionnaires…) sans que jamais notre système de valeurs n'ait à en souffrir : ni la recherche du profit, ni l'exploitation du facteur travail, ni la recherche de la performance ou de la compétitivité, ni la gestion en temps réel, ni la logique de l'accélération et du changement, ni le souci « obsessionnel » de l'évaluation ou de la sécurité… Un monde enfin « miraculeusement » débarrassé de son prurit, sans que jamais l'accélération de la réalité (qui écrase le temps et l'espace) ne soit remise en cause, ni le temps des audiences qui est celui *« des cerveaux sans conscience et des systèmes nerveux transformés en systèmes réflexes, c'est-à-dire pulsionnels »* (B. Stiegler). Et pourtant, la désintermédiation, l'écrasement des distances qui transforme l'opinion publique en opinion réflexe, sont au cœur de nos difficultés actuelles. La pollution des substances (air, eau, faune, flore), prévient P. Virilio, rencontre de nos jours la pollution des distances, soit un monde « réduisant à rien l'espace-temps de nos actions ».

Ce qui irrite, ici, dans ce grand chambardement actuel, fascine et terrorise une opinion publique pourtant préparée, depuis des années, au pire ; relève de cette « spectacularisation » de la crise, de ses enchaînements catastrophiques, qu'aucune expertise, aucun savoir ne semble pour l'heure capable de désamorcer. Il y a le spectacle de la crise comme il y a le spectacle des maladies génétiques, des villes anéanties par les bombardements ou les tempêtes, le spectacle de la survie ou le spectacle de l'impuissance. Place après place, l'économie globale vacille. Tandis que les pays émergents continueront à accumuler des réserves en devises colossales [10], des millions de paysans chinois sont renvoyés, sans ménagement, dans leur campagne ; la Hongrie ou la Lettonie sont menacées de faillite tandis que les Etats-Unis s'apprêtent à consacrer jusqu'à 1000 md de dollars à seule fin de neutraliser les actifs pourris des banques… De déséquilibre en déséquilibre, le monde se dégonfle et aveugle à ses propres contradictions, cherche à se débarrasser de ses actifs financiers toxiques [11]. Nous connaissions les résidus du produit [12], le déchet humain ou l'homme surnuméraire, nous découvrons, effarés, l'existence du produit financier pourri. Que faire de nos déchets ? A en croire Z. Bauman, il paraît plausible que la modernité capitaliste soit étouffée par ses propres déchets, *« qu'elle ne peut ni assimiler, ni anéantir, ni détoxifier »*. Ecrasé par sa propre logorrhée et sa production de « signes » inassimilables, notre monde redécouvre sa part d'excès : excès de liquidités qui aujourd'hui déstabilisent le fonctionnement du capitalisme mondial, excès démographique, surprofit, surdensité, surexploitation… qu'indique avec force la convergence des crises (convergence dont nous ne mesurons qu'à peine les conséquences).

Notre temps est en miettes, au propre comme au figuré. Car la crise du capitalisme est d'abord une crise de la temporalité, à savoir du mode d'inscription des activités humaines dans la durée. Chacun pressent combien notre époque se distingue par une relation dégradée au temps. L'effondrement de nos repères temporels, qu'illustrent nos difficultés à donner du sens à tout projet (crise de l'anticipation) comme à tout héritage (crise de la mémoire), engendre l'éclipse de la durée et la contraction de l'existence dans une immédiateté sans consistance. De la même manière, l'entreprise orpheline de tout sens et de tout projet, cherche dans l'instantanéité et la réactivité, une voie pour survivre à court terme. L'action sans limite, le changement, la démesure représentent différentes modalités susceptibles de répondre à cette « vacance » du temps, définie comme succession vide d'instants.

Dans un essai paru en 1992, M. Conche indiquait deux attitudes possibles à l'égard de la temporalité : *« On peut placer la temporalité au-dessous de l'immuable éternité, comme résultant d'une chute ; on peut aussi la placer au-dessus du temps sans mémoire de la nature (ou de la matière), comme résultant d'une conquête »* [13]. Soit deux attitudes diamétralement opposées, l'homme surgissant, dans le second cas, d'une révolte contre le temps, l'oubli et la mort ; révolte rendue possible à travers l'exercice du souvenir et de l'anticipation. Or en perdant, peu à peu, toute trace signifiante des évènements passés comme toute capacité de prévision, l'humanité sent à nouveau peser sur elle le poids du temps. Avec l'action pour l'action, la frénésie, l'excitabilité, l'ennui et la tristesse se sont glissés

Lire la suite page suivante

subrepticement en nous. Le déploiement de notre présent liquide [14] décompose les formes sociales les plus stables et vide l'Etat moderne de son pouvoir d'agir. Du coté des entreprises, la place accordée à la maîtrise du temps dans la construction de leur stratégie conduit à la chrono-compétition : raccourcissement des délais et du cycle de vie des produits, gestion à flux tendus, chasse aux temps morts, réduction des temps de réponse. L'urgence est devenue une modalité de la gestion des organisations et avec elle le sentiment de vivre sous la menace (menace de la chute, menace de l'effondrement). *«La peur s'est maintenant installée dans notre quotidien au point de le saturer»*. Même le progrès, qui jadis était associé à la promesse d'un bonheur durable, ne pointe dorénavant vers nous que son visage menaçant. Instantanéité et simultanéité scandent notre rapport au monde. L'urgence défait les médiations et nous colle au réel sans que nous ayons la capacité langagière ou symbolique de nous en déprendre. A cet égard, le court-termisme des actionnaires n'est que la traduction d'une impatience générale et *«reprocher à la finance son culte de l'immédiat revient à reprocher à la modernité d'être moderne»* (E. Perrot).

C'est pourquoi, il serait illusoire de réfléchir à la «sortie du capitalisme» sans chercher à redéfinir prioritairement de nouvelles modalités (non de maîtrise du temps) permettant de décliner, à chaque instant, ce qui en lui et par lui échappe à toute maîtrise. Réapprendre le détour, la patience et l'attente, redécouvrir le sens de la délibération, s'appesantir… toutes conditions nécessaires à la survie de la démocratie [15]. Bien entendu, les dimensions macroéconomiques de la crise ne peuvent être ignorées. Mais la conversion de l'économie à une croissance verte ne saurait remplacer une nouvelle politique du temps.

Alain Coulombel

[1] *«Le capitalisme est une économie libidinale qui, en généralisant la dissociation, détruit le désir, c'est-à-dire l'énergie qu'est la libido : il détruit le social en tant que philia»*, la philia représentant pour B. Stiegler la forme socialement sublimée de la libido.

[2] On évoque également le «trou noir» de la finance pour expliquer, au niveau international, le différentiel existant entre les capitaux sortant de l'ensemble des pays du monde et de ceux qui y entrent. Ce différentiel serait lié à l'existence des paradis fiscaux.

[3] *«tant était grande la confiance à l'égard de la croissance impressionnante des pays asiatiques, que les signes avant-coureurs de problèmes qu'ont été la faillite d'une firme financière active dans la spéculation en Thaïlande au mois de janvier 1997 et les grandes difficultés d'un conglomérat coréen important en juin ont été ignorés»* (M. Aglietta).

[4] Comme on parle de comptabilité créative pour désigner une pratique consistant à utiliser des règles légales en les détournant de leur objectif, l'ingénierie financière est élevée au rang d'activité créatrice permettant de concevoir des produits de plus en plus sophistiqués comme les CDS, CDO, CDO synthétique, TRS, CDO à levier… Cette exubérance des marchés financiers est souvent présentée comme la source de nos difficultés actuelles.

[5] F. Lordon, dans son dernier essai, rapporte les propos de plusieurs «experts» reconnus qui en 2007-2008 continuaient à minimiser l'ampleur de la crise et à soutenir le rôle positif des innovations financières. C. De Boissieu, membre du CAE, «*Rétrospectivement, les innovations financières se sont révélées être un jeu gagnant-gagnant (…) c'est un processus qu'il serait suicidaire de remettre en cause globalement»*.

[6] Rappelons que les agences de notation sont des entreprises commerciales privées dont le CA était en partie liée à l'évaluation des produits dérivés de subprimes. On se souvient que dans le cas de la faillite d'Enron, la responsabilité des cabinets d'audit avait donné lieu à des critiques sévères rapidement oubliées.

[7] Jusqu'au mea culpa indécent mais largement médiatisé, de J2M. Société «pornographique» où l'indécence du trop voir a fini par nous aveugler…

[8] Rappelons que notre monnaie fiduciaire vient de fiducia, la confiance et que la foi, ici, n'est pas loin. A qui peut-on se fier maintenant ? A quelle conversion ou à quelle promesse inviter nos concitoyens ? Du retour de la confiance à la conversion, notre langage trahit la peur et l'ébranlement d'un régime de convictions sur lequel reposaient plusieurs décennies de pratiques concrètes, économiques, géopolitiques, financières.

[9] *«Peut-on conjuguer lutte contre la crise économique et lutte contre la crise écologique ? La réponse est oui. Changer nos façons d'habiter, de construire des villes, de produire de l'énergie, de nous transporter, etc., c'est en effet réaliser un effort d'investissement colossal susceptible de générer beaucoup d'emplois»* (G. Duval).

[10] Ces réserves représentaient à la fin 2008 près de 5000 md de dollars.

[11] Via la mise en place, par exemple, de structures ad hoc au nom évocateur de *bad bank*.

[12] Il faut entendre, ici, le produit au sens large car même au niveau de la création culturelle : il y a de moins en moins des œuvres, et de plus en plus des produits, qui partagent avec les autres produits de l'époque le même changement dans la détermination de leur temporalité : destinés non pas à durer, mais à ne pas durer» (C. Castoriadis). Dans un registre proche, H. Arendt considère que la *«durabilité donne aux objets du monde une relative indépendance par rapport aux hommes qui les ont produits et qui s'en servent, une "objectivité" qui les fait s'opposer, résister, au moins quelques temps à la voracité de leurs auteurs». L'usage respecte et préserve la durabilité de l'objet quand la consommation dévorante ne cesse de reverser celui-ci dans le «cycle incessant du métabolisme humain»* : production-dévoration-déjection.

[13] M. Conche, *Temps et destin*, PUF

[14] Selon les analyses de Z. Bauman.

[15] On peut se demander, note L. Baier, dans son *Traité sur l'accélération, «si la démocratie, en tant qu'aboutissement historique tardif de querelles et de tractations, pourra longtemps résister au régime du manque de temps généralisé»*.

Le capitalisme peut-il rebondir ?

Cette fois ci le coup est passé très près. A l'issue de la faillite de la banque Lehman brothers le 15 septembre 2008, on se dirigeait tout droit vers un scénario noir, celui d'une « crise systémique » qui verrait comme en 1929 un effondrement de la production (- 30 % aux USA), un indice boursier divisé par cinq et une contraction majeure du commerce international (divisé par trois). Mais cette fois, les responsables politiques et monétaires n'ont pas attendu l'arme au pied qu'une bonne purge permette éventuellement de ré-équilibrer le marché. Pour les seuls USA, face à une dépréciation d'actifs de l'ordre de 14 000 milliards de dollars, c'est plus de 6500 milliards, soit 40 % du PIB qui ont été ré-injectés dans le circuit pour éviter l'effet domino que la faillite en chaîne des banques et des compagnies d'assurance aurait entraîné.

Dès lors un débat proprement surréaliste il y a seulement quelques mois s'est engagé. D'abord les commentateurs se sont résigné à appeler un chat par son nom : derrière l'économie de marché si incontournable se profile la vérité du capitalisme et de ses contradictions. Ainsi dévoilé, ce dernier est maintenant contraint de rendre des comptes. Le discours dominant explique la crise financière par les excès de la période précédente. Pour les plus nombreux, ce n'est pas le système qu'il faut condamner mais seulement ses dérives fondées sur la cupidité, sur « l'exubérance irrationnelle des marchés » selon l'expression célèbre d'Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve Fédérale Américaine. Il faudrait donc « refonder » le capitalisme sur une base morale en y introduisant un peu d'éthique et de régulation par une batterie de mesures techniques comme la révision des normes comptables ou une plus grande surveillance des paradis fiscaux. En réalité, le calcul des élites mondialisées est simple : faire appel au contribuable pour passer ce mauvais moment et repartir ensuite du bon pied sur le thème business as usual.

Alors n'a t-on assisté qu'à un épisode de plus dans la liste déjà longue de l'éclatement des bulles spéculatives qui caractérise l'actuelle phase d'accumulation ? Après le Krach boursier de 1987, la faillite des caisses d'épargne US (1988), la crise mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), argentine (2001), l'effondrement du fond spéculatif LTCM (1998), des valeurs Internet (2000), la crise actuelle pourra t-elle être surmontée et le système repartir sur des bases assainies.

C'est qu'en effet le capitalisme se caractérise par une extraordinaire plasticité, des capacités de « résilience » qu'ils lui permettent de surmonter ses difficultés en faisant surgir à chaque étape les mécanismes d'adaptation nécessaires à une nouvelle phase de croissance.

1. Une économie cyclique

Le capitalisme, présente traditionnellement un caractère cyclique. Avant même la généralisation du marché comme forme hégémonique, la crise de la tulipe en 1637 en Hollande illustre de manière éclatante les mécanismes aujourd'hui si familiers de la spéculation. Mis en avant par l'économiste russe Kondratiev (victime des purges staliniennes), les cycles longs se présentent en deux phases d'une durée approximative de 25 ans : à une période de croissance (phase A) succède la crise (phase B). Ainsi depuis la révolution industrielle à t-on pu identifier quatre cycles qui à chaque époque ont permis au capitalisme non pas de disparaître mais de se transformer en dépassant au moins pour un temps ses déséquilibres.

A quel facteurs attribuer cette alternance ? Marx à partir de la contradiction entre force productive et rapports sociaux met majoritairement l'accent sur la baisse tendancielle du taux de profit et les moyens d'y faire face. Sans forcément de rupture avec l'analyse précédente l'autrichien Schumpeter insiste au début du XXe siècle sur le rôle essentiel de l'innovation et du progrès technique procédant par grappes susceptibles d'engendrer des gains de productivité et donc une phase d'expansion. A l'inverse l'épuisement de leurs effets dynamiques entraîne le passage à une nouvelle ère de crise. On notera que pour cet auteur qualifié d' « hétérodoxe » (ce qui en économie n'est pas exactement un compliment), l'évolution même du système en sape les fondements et conduit à l'avènement du socialisme.

Enfin les économistes de l'école de la régulation (R. Boyer, A. Lipietz) identifient les « Trente glorieuses » comme un régime d'accumulation intensive porté par le fordisme et des formes institutionnelles favorables aux salariés. La crise de 1973 s'explique ainsi par l'épuisement de ce modèle illustré par la baisse de rentabilité du capital, la stagnation des gains de productivité et l'essoufflement de la demande. Il est possible d'imaginer que le début des années 90 a vu l'ouverture d'un cinquième cycle de Kondratiev se fondant en partie sur les nouvelles technologies mais surtout sur une forme de transformation particulière des rapports sociaux.

Selon Thomas Coutrot (membre du conseil scientifique d'ATTAC) dans son intervention à un séminaire d'Utopia, le mécanisme repose schématiquement sur quatre piliers :

- une flexibilité et toute forme de surexploitation se traduisant par une modification substantielle de la répartition de la valeur ajoutée au détriment du travail et au profit du capital ;
- le recul des régulations nationales concrétisé entre autres par la privatisation des services publics ;
- le pouvoir absolu des actionnaires dans l'entreprise appuyé sur la libre circulation des capitaux et l'explosion de la sphère financière ;
- le libre échange mondial permettant la mise en concurrence des salariés du Nord et du Sud.

C'est ce paradigme qui vient aujourd'hui de voler en éclat, démontrant ainsi sa fragilité intrinsèque et l'incapacité du capitalisme à retrouver une dynamique de croissance forte.

2. Les limites du système

Dans la *Lettre de l'écologie solidaire* n° 9, Anne-Marie Billiotet évoquait les limites à la fois internes et externes du capitalisme dans la phase actuelle. Sans reprendre cette analyse, il est néanmoins utile d'en développer plus longuement certains aspects.

On notera d'abord que le régime moderne apparu au début des années 90 est faiblement efficace. Si la croissance mondiale s'est maintenu à un rythme annuel soutenu de l'ordre de 4,5 %, c'est avec des disparités considérables : décollage en Asie (8 %) mais quasi-stagnation en Europe (1,6 %) et au Japon (0,8 %). Ne doit-on pas y voir un effet de rattrapage des pays émergents de préférence à un cycle de croissance original ?

L'explosion de la bulle financière a mis en évidence le caractère profondément déséquilibré d'un modèle reposant en premier lieu aux USA sur un endettement considérable et en dernier sur une inflation majeure non plus des prix mais des valeurs mobilières (titres et actions) et immobilières (sans compter le marché de l'art atteignant des niveaux parfaitement irrationnels).

En même temps le nouveau modèle défini plus haut est profondément paradoxal. Il combine à la fois des aspects

Lire la suite page suivante

profondément régressifs : des rapports sociaux qui s'inspirent des règles du XIXe siècle tout en intégrant l'apport des nouvelles technologies.
Alors que le capitalisme évoluait plutôt en atteignant un plus haut niveau de socialisation (l'économie mixte d'après-guerre), le néo-libéralisme entame un mouvement de retour en arrière perceptible d'ailleurs bien au delà de la sphère économique.
En 1987, le prix Nobel d'économie, Robert Solow affirmait que la micro-informatique était partout sauf dans les statistiques de productivité. Ce que l'on appelle désormais le « paradoxe de Solow » signifiait donc que la productivité issue des nouvelles technologies était insuffisante pour engager un cycle de croissance au sens de Schumpeter.
Depuis les discussions entre spécialistes font rage sur la mesure de la productivité globale des facteurs (notamment le capital) et sur les adaptations fortes nécessaires pour qu'une technologie donne sa pleine mesure. Même si une certaine reprise de la productivité plutôt aux USA qu'en Europe semble se faire jour depuis 2000, rien n'indique toutefois qu'elle ne soit pas explicable par la flexibilité de grande ampleur caractéristique de cette économie.
Les limites écologistes sont aujourd'hui les plus évidentes aux yeux du plus grand nombre.
Comme le signale Philippe Zarifian [1] *« les systèmes de production capitalistes ont été développés depuis plus de deux siècles sur une exploitation intensive de la nature considérée comme pure ressource (…). Non seulement ces ressources s'épuisent, deviennent de plus en plus chères attisant la crise économique, mais rien n'a été fait pour qu'elles puissent se renouveler »*.
En externalisant depuis cinq siècles les coûts collectifs de son activité, le capital met en cause la survie de la planète. Les réorientations nécessaires sont tellement profondes dans le sens de la décroissance de l'empreinte écologique, qu'elles paraissent incompatibles avec les fondements mêmes des rapports sociaux dominants. Certes le capitalisme vert est une issue possible au moins à court terme (voir l'article d'Albano Cordeiro dans la *Lettre de l'écologie solidaire* n° 9) mais les transformations indispensables dans la consommation ou les transports vont à l'encontre du fétichisme de la marchandise, du nomadisme effréné ou de la consommation ostentatoire tout à fait caractéristique de notre époque.
De son côté, pour Emmanuel Wallerstein, *« le capitalisme touche à sa fin »* (entretien au *Monde* du 13 octobre 2008). Fidèle à une logique qu'il développe depuis plus de 10 ans, il évoque *« un système qui s'écroule aujourd'hui sous nos yeux »* [2]. Dans cette optique, nous ne sommes pas sorti de la phase B du Kondratiev précédent, mais entré dans un moment de bifurcation d'un capitalisme qui ne parvient plus en raison de son instabilité à « faire système » au sens du physicien I. Prigogine. Nous assistons donc à quelque chose comme l'écroulement du féodalisme en Europe.
Outre des aspects déjà évoqués, le grand spécialiste de la longue durée et de « l'économie monde » met l'accent sur la « déruralisation » : 80 % de ruraux il y a 200 ans, 50 % aujourd'hui et 5 % dans les pays de l'OCDE. Or *« depuis sa naissance, le capitalisme se nourrit du différentiel de richesses entre un centre où convergent les profits, et des périphéries (pas forcément géographiques) de plus en plus appauvries »*.
L'urbanisation rend plus difficile l'accumulation du capital dans la mesure où la main d'œuvre plus concentrée créé une culture collective, une histoire et un poids politique obligeant les employeurs à concéder des hausse de salaires. Si ce raisonnement paraît fort à long terme (une fois absorbé les immenses réserves de la Chine et de l'Inde), à court terme on a vu que des méthodes efficaces ont jusqu'ici permis de comprimer les salaires. On peut toutefois espérer qu'elles ne seront pas éternelles.
Avec l'impasse écologique, la limite la plus forte à l'expansion indéfinie du système reste la marchandise elle-même. La crise actuelle dans les pays du Nord repose en bonne part sur la faiblesse des débouchés dans l'industrie. Les biens manufacturés, touchés par la saturation vont devenir le plus souvent de simple marché de renouvellement (automobile). Aucune grande découverte n'a permis l'émergence de produits de masse aussi porteurs que ceux des trois glorieuses. Après les produits traditionnellement considérés comme masculin (voitures) puis attribués aux femmes (électro-ménager), le troisième âge de l'industrialisation doit se contenter de viser les enfants et les jeunes (jeux vidéo, lecteurs MP3), toutes choses trop peu importantes pour déclencher une révolution économique.
Le nouvel espace de valorisation du capital doit donc impérativement envahir les services y compris dans des domaines jusqu'ici socialisés comme la santé ou l'éducation. Mais là repose un piège redoutable. Pour certains nous serions entré dans l'ère du « capitalisme cognitif » ou « l'économie de la connaissance » serait le ressort de la croissance future. Les modernistes nous invitent donc à investir massivement dans la recherche et la haute technologie. Mais ils oublient un peu facilement que l'objectif n'est pas de trouver mais de vendre. Or l'immatériel et la connaissance sont par définition les domaines de la gratuité.
Sauf sans doute en matière de médicaments, la connaissance scientifique circule librement comme sur Internet et ne donne que très difficilement lieu à un échange marchand. D'où par exemple, le caractère stratégique des affrontements actuels sur le téléchargement gratuit.
Au total, le capitalisme se heurte désormais à des contraintes si fortes qu'on ne voit pas la possibilité de les surmonter. Cela ne signifie pas qu'il s'effondre à court terme en raison surtout de toute absence d'alternative politique crédible. Mais ses capacités de rebonds sont maintenant fortement limitées. L'hypothèse la plus probable, c'est que son maintien se fera au prix de tensions toujours plus fortes. On ne peut même exclure une tentation autoritaire réactualisant la vieille alternative « socialisme ou barbarie ». Il est donc de notre responsabilité d'imaginer les voies et les moyens de rendre possible un dépassement du capitalisme en commençant par faire reculer, partout ou cela s'avère possible, la logique marchande.

Jean-Pierre Lemaire

[1] « Un profond ébranlement du capitalisme », *Rouge et Vert* n°265
[2] *Alternatives économiques*, juillet 1997.

La première crise socio-écologique du capitalisme

Intervention de Jérôme Gleizes à la réunion du groupe des Verts/ALE du Parlement européen du 10 octobre 2008.

La crise actuelle que nous affrontons est une crise singulière. La crise de 1929 ne peut servir de point de repère dans l'analyse. Avec la chute des bourses, nous entrons dans une nouvelle phase de la crise puisque les deux sources de financement de l'économie, le système bancaire et le système financier sont en crise. Les entreprises ne peuvent plus se financer ni par endettement, ni par augmentation des capitaux propres, ou avec de très grandes difficultés. Mais la crise n'est pas financière, elle est globale. Nous avons une convergence de crises, inédite dans l'histoire de l'humanité : financière, économique, écologiques…

Ces crises s'inscrivent dans des temporalités différentes, non forcement liées causalement mais leur conjonction est dangereuse car elles s'amplifient entre elles. C'est une crise systémique. C'est une crise de régulation au sens économique du terme [1]. Nous ne devons pas nous limiter à l'écume des faits mais aller dans la profondeur de l'analyse. La crise actuelle ne part du financier pour se propager vers la sphère économique mais c'est l'inverse. Il ne faut pas commettre la même erreur que ceux qui confondent *« les lois exotériques et les lois ésotériques du capitalisme »*.

Cette distinction a été faite par Alain Lipietz [2] à partir de celle de Marx dans les dernières pages du livre 4 du *Capital*. « Ésotérique » n'est pas pris au sens « mystérieux » du terme mais au sens étymologique de l'analyse interne des faits, de l'ensemble des relations sociales objectives. Cela s'oppose à l'analyse de l'apparence, des seules représentations des agents économiques, de l'exotérique. Il faut analyser l'ensemble des phénomènes de fond (la paupérisation du salariat, l'épuisement des ressources naturelles, la raréfaction de l'énergie, des aliments, la capacité de recyclage des gaz à effet de serre par l'écosystème planétaire) qui sont beaucoup pour la plupart des gens plus concrets et tangibles que la crise financière, laquelle n'est qu'une manifestation (« exotérique »).

Avant d'aborder les éléments principaux de la crise, nous allons effectuer un retour sur l'histoire économique puis nous terminerons par André Gorz, l'un des rares intellectuels à avoir anticiper cette crise et son ampleur.

Retour sur l'histoire économique des trente dernières années

La crise actuelle met fin à deux compromis sociaux important, le compromis fordien et le compromis néo-libéral, mais met aussi mais en difficulté le compromis de facto entre la Chine et les États-Unis.

La fin du compromis fordien

La théorie de la régulation a défini la croissance de l'après-guerre comme une croissance fordienne, basée sur un compromis social, dit compromis fordien : *« L'échange d'un salaire élevé contre une productivité accrue des salariés »*. Le système se boucle macro-économiquement ainsi : les ouvriers consomment ce qu'ils ont produits, par la dépense des salaires perçus. Mais d'autres élèments sont à rajouter pour un fonctionnement stable de ce type de croissance. Selon cette théorie, tout régime d'accumulation et donc de croissance est caractérisé par cinq formes institutionnelles : forme du régime monétaire, du rapport salarial, de la concurrence, de l'État et de l'intégration au régime international. Le rapport salarial est régi selon le compromis fordien avec un système de production taylorien. Le régime monétaire a été défini à Bretton Woods comme un régime étalon dollar-or, c'est-à-dire que toutes les monnaies internationales sont convertibles contre de l'or ou des dollars. Le dollar a donc un statut d'étalon monétaire international. La concurrence entre les entreprises est faible, du fait d'une demande croissante. L'État a un rôle de stabilisateur soit à travers son action budgétaire contra-cyclique ou à travers sa fonction d'État-providence, de protection des citoyen-nes contre les risques de chômage, de maladie, d'accident du travail ou d'assurer un revenu durant la retraite. Enfin, la contrainte extérieure est faible.

Ce régime de croissance est entré en crise à la fin des années '60. C'est la première crise pétrolière de 1973 qui a révélé l'ampleur de le crise interne de ce régime d'accumulation en exacerbant les effets prix avec le triplement du prix du pétrole, tout comme la hausse du prix du pétrole de l'année 2008 a révélé la crise du régime actuel. Mais dès la fin des années 60, la baisse de la productivité du travail a exacerbé la concurrence entre les entreprises et le chômage a commencé à augmenter. Cette situation se dégradera tout au long des années 80 et 90. Mais toutes les formes institutionnelles sont entrées en crise, à commencer par la fin de la convertibilité du dollar le 15 aout 1971 par le président Nixon, et le passage progressif durant les années '70 d'un système de changes fixes à un système de changes flottants. Les mouvements étudiants ouvriers et étudiants des années '67-68 peuvent aussi s'analyser comme un besoin de plus d'émancipation, entraînant un refus du travail taylorien aliénant. C'est aussi le début de délocalisation et d'exacerbation de la concurrence internationale qui pousse les coûts à la baisse pour contrebalancer la baisse de la productivité et maintenir les profits.

La fin du compromis néo-libéral

Durant les années '80 et '90 de nouveaux compromis sociaux ont été cherchés. Les États-Unis ont établi un nouveau compromis social que nous pouvons qualifier de compromis néo-libéral : *« l'acceptation d'une compression de la part des salaires dans la valeur ajoutée produite contre un accès facilité à la propriété et à la consommation »*. Le bouclage macro-économique était alors fondé sur une augmentation de la valeur du patrimoine (effet richesse) qui permettait d'avoir des crédits supplémentaires alimentant la hausse de la consommation. Les crédits « subprimes » ne sont dans ce contexte non pas responsables de la crise financière mais un des moyens de la reproduction de la régulation néo-libérale. La modération salariale et une montée de la précarité étaient possibles à la condition d'un accès facilité au crédit, une inflation jugulée et des taux d'intérêt bas. La croissance américaine n'a donc pu se réaliser que grâce à un endettement massif des ménages américains qui est passé entre 2000 et 2005 de 580 milliards à 1 250 milliards avec, en fin de course, la situation exceptionnelle d'une épargne négative. Les ménages américains ont donc consommé plus qu'ils n'ont reçu de revenus. Les crédits « subprimes » étaient bien une condition du maintien de la croissance de la consommation américaine… À crédit, fondée sur une hausse continue de la valeur du patrimoine des ménages. La valeur du patrimoine des ménages américains est ainsi passée entre 1995 et 2005 de 27 600 milliards à 51 800

Lire la suite page suivante

milliards. Mais les subprimes ne sont qu'un compartiment des crédits hypothécaires. D'autres compartiments comme les options ARM (Adjustable Rate Mortgages) peuvent encore amplifier la crise actuelle. Nous le voyions d'ores et déjà avec les inquiétudes qui concernent les 450 milliards d'en cours de cartes de crédit qui deviennent elles-aussi défaillantes. Si à cela, nous ajoutons la dette croissante publique américaine, en particulier à cause de la guerre en Irak et en Afghanistan, l'endettement total au EU représente aujourd'hui 350 % de son PIB. Et le financement de la crise financière et économique annonce des records en terme de déficit budgétaire et d'endettement public.

La fin du compromis chinamérique

L'immense dette américaine qui résulte du compromis néo-libéral est financée par le reste du monde, et en particulier, la Chine, le principal créancier qui possède 1 800 milliards de dollars, des titres en dollars dont 480 milliards de créances hypothécaires émises par Fannie Mae et Freddie Mac. En simplifiant, la consommation américaine est rendue possible par les exportations chinoises, alimentant la croissance des deux pays qui permet aux américains de maintenir leur mode de vie et à la Chine de maintenir un taux de croissance indispensable pour éviter une explosion sociale en donnant du travail à une population active croissante. Et sur le plan financier, les dollars du déficit commercial américain sont réinjectés au EU par la Chine en achat de bons du trésors et autres titres financiers américains. En septembre 2008, la Chine est devenu le premier créancier en bons du Trésor devant le Japon avec 585 milliards de dollars.

Nous pourrions penser que cette crise est due à un déséquilibre de l'épargne et de l'investissement mondial avec un rôle critique des États-Unis. Pourtant cette crise est devenu mondiale et simultanée à l'ensemble des pays de la planète, contrairement à la dernière grande récession [3] de 1987 ou de 1993. Les erreurs de la crise de 1929, celle du non interventionnisme et du chacun pour soi, n'ont pourtant pas été commises. Les banques centrales ont répondu à la crise de liquidité puis celle de solvabilité du système financier. Maintenant des plans de relance massifs sont proposés, plus de 1000 milliards envisagés par la prochaine administration Obama.

Pour nous, les causes sont bien plus profondes. Face à cette crise, il ne faut pas se tromper d'analyse pour pouvoir apporter les bonnes réponses. La crise financière n'est pas la première des d'explications ; elle révèle une crise globale. Peu d'intellectuels ont su anticiper cette convergence des crises, financière, économique, écologiques, en voir les liens sauf André Gorz, notamment dans son dernier article avant son décès, «La fin du capitalisme a déjà commencé» [4]. Nous sommes dans la première crise socio-écologique du capitalisme. Cette crise est singulière et inédite. Elle ne peut pas s'analyser uniquement comme la conséquence de la seule dérégulation des marchés financiers.

Cette crise n'est pas qu'un problème de moralité, même si les inégalités se rapprochent des niveaux du XIXe siècle. Elle n'est pas l'unique conséquence des politiques libérales. Elle est surtout la conséquence du productivisme effréné de nos économies qui mène simultanément à la crise financière et aux crises écologiques. La crise financière n'est qu'une face de la même crise, l'autre face, c'est l'accumulation continue de marchandises, de capital qui atteint aujourd'hui des limites matérielles. Cette crise marque aussi la limite des catégories économiques traditionnelles (capital, travail, valeur…) issues des premiers économistes de l'économie politique, Adam Smith mais aussi Karl Marx.

Le cas emblématique de General Motors

Pour illustrer la profondeur de cette crise, nous allons présenter le cas de General Motors, l'entreprise mythique du rêve américain. C'est l'entreprise américaine qui a le plus chuté dans l'indice du Dow Jones avec une perte de plus de 84 % de sa valeur en un an. L'action de General Motors a atteint son plus bas niveau depuis les années 50. Après un déficit record en 2007 de 38 milliards de dollars, cette entreprise continue à s'enfoncer et annonce la fin d'une civilisation basée sur l'automobile, le pétrole bon marché, l'étalement urbain. Le secteur de l'automobile sera-t-il la sidérurgie du XXIe siècle ? Les gouvernements européens ne font-ils pas preuve d'autant de cécité que celui des États-Unis ? En attendant, General Motors (248 milliards de dollars d'actifs, 15 millions de clients, 180 000 emplois aux États-Unis) vient de bénéficier du plan Paulson de stabilisation du système financier et de soutien aux banques à travers sa filiale du crédit. La Réserve fédérale a octroyé à GMAC, la société qui finance les achats de voitures construites par GM, le statut de banque. C'était la condition indispensable à une recapitalisation de l'établissement sur fonds publics. En tant que banque, GMAC va pouvoir obtenir de nouveaux fonds propres du Trésor, dans le cadre du plan Paulson. Par ailleurs, GM va bénéficier de plus de 17 milliards de dollars d'aides. Pour les écologistes, la quasi-faillite et le sauvetage de GM sont plus symboliques de la crise actuelle que la faillite de Lehman Brother.

La critique d'André Gorz

Dès 1983, dans Les chemins du paradis, l'agonie du capital André Gorz dénonçait l'impasse du modèle économique actuel et les limites d'une relance keynésienne. Une relance keynésienne classique par la hausse de la consommation n'est plus possible comme durant les trente glorieuses car cette croissance, prédatrice en ressources naturelles, entraîne des tensions sur l'ensemble des marchés de matières premières, amplifiées par les marchés financiers de produits dérivés. De même, l'effet rebond (augmentation de consommation liée à l'amélioration d'une technologie) amplifie ce phénomène. La globalisation des modèles de production et de consommation font qu'aujourd'hui la croissance des uns ne peut être compensée que par l'exploitation des autres.

Dans son dernier article, cité plus haut, André Gorz décrivait les conséquence de la robotisation et de l'informatisation. Ces techniques ont permis de produire des quantités croissantes de marchandises avec des quantités décroissantes de travail. La productivité en volume a augmenté mais par rapport aux premières décennies du fordisme, au lieu d'avoir une hausse simultanée de la production et de l'emploi (même si celle-ci augmentait d'un niveau moindre), elle a continué à augmenter mais avec une réduction de. Le coût du travail par unité de produit a diminué et mécaniquement le prix des produits ont baissé aussi. Cette baisse des prix a pu être compensée par une intégration de progrès technique comme dans le cas de l'automobile ou par une hausse de la valeur produite par travailleur (sa productivité) pour que les profits ne diminuent pas. La course à la productivité est inhérente à ce système pour maintenir les profits. Cette course provoque une réduction drastique des coûts notamment du travail par délocalisation, réduction des effectifs, hausse de l'intensité de

Lire la suite page suivante

travail. Et l'investissement productif devient de moins en en rentable. Les normes élevés de rendement actionnarial ont amplifié cette course aux profits et aux réduction des coûts. L'effet pervers de ce système, c'est de faire croire qu'il est possible d'avoir des placements purement financiers très rentables et permettre des escroqueries à la Ponzi comme le scandale Maddof de 50 milliards de dollars.
Ce modèle a des tensions déflationnistes très importantes que le progrès technique ou l'hyper-inflation récente d'actifs financiers par la création de différentes bulles spéculatives ont pu cacher. Le succès de la Logan dans l'Europe de l'Ouest montre que les raisons d'acheter une voiture ont changé et que la tension déflationniste affecte ce secteur industriel. Les habitudes de consommation (diminution de l'effet distinction d'avoir une voiture) et la hausse des coûts liés à l'automobile (essence, prêt pour achat, assurance…) ont amené les consommateurs à réduire leur budget investissement voiture. Après le risque d'inflation sur lequel nous reviendrons ci-après, les économistes craignent aujourd'hui une déflation, dans la logique de celle décrite par Fisher en 1933 [5].
En reprenant le vocabulaire de l'école de la régulation nous n'avons pas qu'une crise du régime d'accumulation, avec une contradiction des formes institutionnelles mais aussi une crise plus grave du mode de production, c'est-à-dire une crise des différents rapports sociaux.

Une crise de l'accumulation physique du capital

2008, ce n'est pas uniquement la crise financière, c'est surtout les records battus pour de nombreuses ressources naturelles, bien sûr le pétrole, 147,27 dollars le 11 juillet, mais aussi l'or avec 1 032,70 dollars l'once le 17 mars, l'étain, 25 495 dollars la tonne, le 15 mai, le cuivre 8 980 dollars la tonne, le 3 juillet, des denrées alimentaires comme le blé qui a dépassé les 460 dollars la tonne ou le riz dont le prix de référence, celui de la Thaïlande, a plus que doublé entre décembre et avril pour atteindre 1 000 dollars. Les prix ont depuis baissé mais il ne faudrait pas mettre cela uniquement sur le compte de la spéculation. La récession et la baisse de la demande peuvent un temps contrecarrer la tendance lourde qui est à la hausse, mais elle ne sauraient inverser cette ère nouvelle de rareté des ressources de la planète. L'offre est aujourd'hui insuffisante par rapport à la demande de matière première. De plus, si le mode vie américain était généralisé à l'ensemble de la population mondiale, il faudrait cinq planètes. Et pour soutenir la croissance actuelle chinoise de plus de 10 %, selon le FMI, la Chine a représenté entre 2002 et 2005 à elle seule 48 % de l'augmentation de la demande d'aluminium, 110 % du plomb, 113 % Zinc, 30 % du pétrole. Les importations d'énergie ont augmenté en trois ans de 44,9 % et celles des autres matières premières de 34,5 %. En 2003, la Chine consommait 35 % du fer mondial, 33 % du coton, 22 % de l'étain… Toute croissance nécessite une base matérielle, même si celle-ci est sous-évaluée dans les prix des biens consommés. La croissance chinoise nous rappelle que la croissance européenne des trente glorieuses (et d'avant) n'a pu se faire que grâce à une surexploitation minière de ses anciennes colonies. Le système économique actuel surconsomme les ressources. Nous dilapidons le stock de capital naturel. Comme l'a écrit Jean Gadrey, *«Pour l'instant, la banque mondiale des ressources naturelles continue à nous faire crédit, tout en commençant à modifier ses comportements de prêteur dont les actifs sont limités et fondent comme banquise au soleil. Quand va-t-on la recapitaliser pour sauver sa capacité à nous faire vivre ?»* Car la principale dette à effacer n'est pas la dette financière mais la dette à l'égard de la planète. La dette financière, quand la volonté politique existe, peut-être effacée comme pour Dexia, Fortis, AIG… Il en est autrement pour la dette naturelle. Nous ne reconstituons pas le capital naturel comme le capital des banques. Pour le pétrole, c'est impossible. Pour les ressources halieutiques, c'est encore possible. La récession actuelle permet de diminuer la demande de matières premières et pousse à la baisse tous les prix. Mais à la moindre reprise économique, la tension entre l'offre et la demande repoussera les prix à la hausse. Et l'impossibilité à généraliser pour des raisons de limite des ressources naturelles fait que nous arrivons aux limites [6] du mode d'accumulation du capital, commencé avec les premières révolutions industrielles. Cette crise des ressources est amplifiée par les conséquences du dérèglement climatique. Le rapport Stern a évalué à 5 500 milliards le coûts de l'inaction.

Une crise des catégories économiques

Cette crise serait plus simple si nous n'avions pas en même temps une crise des catégories classiques de l'économie. La théorie de la valeur travail est en crise pour deux raisons, une première liée à la non prise en compte des ressources non renouvelable et une deuxième à la modification du rôle du travail dans la création de valeur. Jusqu'à présent que cela soit chez les auteurs classiques ou marxistes, toute valeur est créée à partir du travail. Le capital est considéré comme du travail mort incorporé dans celui-ci. Cette théorie butte, outre la question des externalités négatives comme les effets de l'émission excessive de CO^2, sur la question du capital naturel non renouvelable. En effet, ce capital ne peut pas être assimilé à du travail mort car il correspond à un stock limité qu'il faut préserver Pour la deuxième raison, Marx avait déjà anticipé cette critique dans les grundrisse où il analysait l'avènement d'une économie moins fondée sur le machinisme mais sur le savoir et sa diffusion. Le travail allait devenir directement productif et le savoir, force productive immédiate au moment où *«la connaissance et l'application des lois mécaniques et chimiques ayant leur source immédiate dans la science (…) rendent la machine apte à accomplir le travail réservé précédemment à l'ouvrier». «La vraie richesse étant la pleine puissance productive des individus, l'étalon de mesure en sera non pas le temps de travail, mais le temps disponible. Adopter le temps de travail comme étalon de la richesse, (…) c'est vouloir que le loisir n'existe que dans et par l'opposition au temps de travail ; c'est réduire le temps tout entier au seul temps de travail et dégrader l'individu au rôle exclusif d'ouvrier, d'instrument de travail. (…) C'est la combinaison de l'activité sociale qui apparaît comme le producteur».* C'est pour cela que certains économistes parlent de capitalisme cognitif [7]. Le temps disponible consacré à l'apprentissage, à la réflexion, aux relations sociales prend une place importante par rapport au temps de travail dans la création de valeurs. Avec cette optique, la précédente crise boursière des dot. Com de 2000-2002 est interprétée différemment. Elle n'est pas l'éclatement d'une bulle spéculative mais la fin d'une convention Internet instable qui a permis l'émergence ou la croissance rapide de nouvelles entreprises comme Google, Ebay, Yahoo…

Conclusion

A une crise singulière, nous devons apporter des réponses singulières et nouvelles. C'est le défi qui est lancé à l'écologie politique. Nous terminerons par une phrase d'André Gorz, extrait de son dernier article : *«La décroissance est donc un*

Lire la suite page suivante

Quelles réponses immédiates à la crise économique en France ?

Nous essaierons de présenter les manifestations les plus immédiates de la crise du système capitaliste néolibéral actuel, la façon d'y répondre de la part du gouvernement Sarkozy-Fillon et les façons alternatives d'y faire face, dans l'immédiat, dans une perspective solidaire et égalitaire, écologique et démocratique.

1. La conjoncture économique présente : une crise multiforme financière, industrielle, énergétique et sociale

La crise économique en France se manifeste de trois manières essentielles.

1) La faillite virtuelle du système financier privé

Les grandes sociétés privées de banques et d'assurances, si elles n'avaient pas eu les garanties et les prêts de l'Etat, seraient pour la plupart aujourd'hui en faillite, étouffées par la masse de crédits douteux qu'elles ont accordés ou dont elles assument la gestion. Cette situation est mondiale, pour les grandes firmes financières multinationales et elle concerne aussi les firmes financières multinationales françaises. Il s'ensuit une fuite massive des investisseurs devant les valeurs financières, l'effondrement de leurs cours à la Bourse et leur appel à l'aide de l'Etat pour prendre en charge leurs pertes. C'est pourquoi on peut parler de faillite « virtuelle », au sens où la plupart de ces entreprises sont en faillite (leurs dettes à payer dépassent largement leurs capacités de les payer) ; mais elles sont soutenues par les Etats pour empêcher le passage d'une faillite possible à une faillite réelle. La seule faillite réelle importante a été celle de Lehmann Brothers, en septembre 2008, qui a conduit à une panique financière généralisée et à l'intervention conjointe du gouvernement Bush et de la Banque Fédérale des USA.

Cette situation a été rendue possible parce que le « shadow banking system » (le « système bancaire fantôme ») s'est affranchi des règles prudentielles des banques de dépôt. Ce système bancaire parallèle, favorisé par la déréglementation financière, au nom de « l'ajustement automatique des marchés à l'optimum économique », comprend les banques d'investissement, les hedge funds (fonds spéculatifs), le fonds de private equity (fonds d'investissements privés), les compagnies d'assurances. Ce système pèse, selon Daniel Cohen, 10 000 milliards de dollars soit 18 % du Produit Intérieur Brut (PIB) mondial 2007 [1] ; et il est actuellement en faillite, ayant prêté à tout va, en particulier pour le logement et la consommation des pays riches du Nord, à commencer par les USA, et ayant spéculé à la hausse sur les matières premières et l'immobilier. Cette faillite, qui déprécie tous les avoirs de ces groupes financiers, se répercute sur les banques de dépôt qui possèdent ces avoirs et se diffuse dans tout le reste de l'économie. Il traduit l'ampleur possible de la crise pour la récession à venir : si seulement la moitié des créances du système bancaire parallèle s'avère non-remboursables, la dépression portera sur 9 % du PIB mondial, en s'étalant sur plusieurs années.

Dans cette situation, il ne faut pas s'étonner des restrictions de crédit à l'économie. Les sociétés financières, en se restructurant pour survivre, reconstituent leur capital en utilisant les aides publiques, mais prêtent de moins en moins aux entreprises et limitent leurs prêts aux consommateurs les plus solvables et les plus sûrs. Cette situation a un effet récessif cumulatif : les projets d'investissements privés sont bloqués ou reportés dans tous les secteurs.

2) La bulle immobilière et automobile et l'augmentation du chômage

Les biens durables, comme le logement ou l'automobile, sont particulièrement dépendants des crédits aux consommateurs. Dans la période d'expansion précédente, les prix de l'immobilier ont fortement augmenté, alimentant un boom immobilier de construction un peu n'importe où, quitte à saccager encore plus notre planète. La production d'automobiles, à la fois pour les ménages des pays riches et pour ceux en voie d'enrichissement des pays émergents, fonctionnait à plein rendement. Pour l'immobilier, des ménages

Lire la suite page suivante

impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare. La question porte seulement sur la forme que cette sortie prendra et sur la cadence à laquelle elle va s'opérer».

Jérôme Gleizes

[1] Voir fr.wikipedia.
Org / wiki / ecole_de_la_regulation#Une_typologie_des_crises
[2] Voir <lipietz.net/spip.php?article836>, « Marx et la divergence entre production en valeur et revenus nominaux » *Revue d'Économie Politique* n°2, 1983
[3] Une récession est définie comme deux trimestres consécutifs de croissance négative.
[4] *Ecorev'* n°28, <ecorev.org/spip.php?article641>.
[5] Fisher, Irving, « The Debt-Deflation Theory of Great Depressions », *Econometrica*, October 1933, n° 1, p. 337-357. Traduction française « La théorie des grandes dépressions par la dette et la déflation », *Revue française d'économie*, 1988, volume 3, numéro 3 p. 159-182
[6] Nous pouvons parler aussi de limites thermodynamiques en référence à Nicholas Georgescu-Roegen, auteur de la décroissance. *Entropie - Écologie - Économie* (1979) Paris, Éditions Sang de la terre, 1995, 254 pp
[7] *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Yann Moulier Boutang, collection Multitudes / Idées, Éditions Amsterdam 2007

non-solvables ont été démarché pour acquérir des biens par des prêts fallacieux (subprimes). Dans l'automobile, la demande dérivée de pétrole a fait monter les prix des carburants.
Avec la faillite financière, ces secteurs ont été les premiers à entrer en crise : stocks d'invendus et baisse des prix dans l'immobilier ; capacités de production excédentaires dans l'automobile (estimée à 50 %) et réticences des consommateurs à acheter un bien dont l'usage se révèle sur le moyen terme de plus en plus coûteux. Ces deux secteurs, occupant une main d'œuvre très importante (10 % de la main d'œuvre pour l'automobile en France), ont diminué massivement les effectifs, d'abord en licenciant les intérimaires, ensuite en licenciant chez les sous-traitants, et maintenant par en réduisant les postes dans les grandes entreprises (PSA par exemple). Ajouté aux réductions d'emplois dans les banques et divers secteurs, le taux de chômage est en forte augmentation, dans un pays où le chômage de masse est présent (environ 8 % de la population active environ au début de la crise [2]) et où la jeunesse travailleuse est largement précarisée (taux de chômage des moins de 25 ans, environ 20 %).

3) L'incertitude quant à l'avenir énergétique du pays

Les comportements des acheteurs d'automobiles, des acquéreurs de logements dépendent en partie de leur projection quant aux prix de l'énergie utilisée dans ces différents biens durables. Or le prix du pétrole, très largement utilisé pour l'automobile (95 % de l'énergie du système de transport) et utilisé fortement pour le chauffage des logements, a varié du simple au triple entre juillet 2008 (147,5 dollars le baril) et février 2009 (42 dollars le baril). Sur le moyen terme, tous les experts s'accordent à dire que ce prix va augmenter et que le pétrole peut s'épuiser à l'horizon du siècle avec les consommations actuelles. Le prix du gaz naturel augmente aussi ; et en plus son approvisionnement n'est pas sécurisé, car la France et une bonne partie de l'Union européenne dépendent de la Russie. Le prix de l'électricité– surtout nucléaire en France– est largement sous-estimé par EDF qui n'inclut pas le coût du démantèlement des centrales ni celui de la gestion de déchets appelés à durer des milliers d'années.
Les recherches et applications sur les énergies renouvelables sont sous-développées en France par rapport au reste du monde. Les Danois sont les leaders de l'éolien en Europe. L'Allemagne a atteint 12,5 % d'énergies renouvelables dans la production d' électricité, par l'initiative des villes et des régions. Les USA se placent aujourd'hui comme leaders de l'énergie solaire. La Chine considère que les piles au lithium (alimentant toute l' électronique, la HiFi, les portables, les vélos et voitures électriques…) sont une industrie stratégique de pointe, qui peut être alimentée par des énergies renouvelables en diminuant les consommations.
Ces trois manifestations négatives essentielles de la crise économique en France aujourd'hui sont accentuées par une politique économique du gouvernement Sarkozy-Fillon, à contre-courant de celle des grands pays du globe, qui en accentue les effets sociaux négatifs pour la masse de la population.

2. Une politique économique du gouvernement Sarkozy-Fillon à contre-courant de celle des grands pays du globe, accentuant les effets sociaux de la crise

Les dirigeants des USA et de la Chine ont compris que, pour éviter une dépression économique sévère, qui pourrait se traduire par une forte montée du chômage et de la misère et des explosions sociales, une bonne partie des interventions publiques devait soutenir la consommation des classes pauvres ou moyennes, qui dépensent rapidement leurs revenus, car elles ont des besoins essentiels insatisfaits.
Or la masse des travailleurs salariés, des paysans-travailleurs, des précaires et des chômeurs avait déjà subi une stagnation voire une dégradation de son pouvoir d'achat dans la période d'expansion au profit des classes les plus riches – les dirigeants d'entreprises privées et les cadres des secteurs privés en expansion. Les gouvernements actuels aux USA et en Chine ont donc lancé, début 2009, des programmes sociaux en matière de santé, de transports, d'éducation pour amortir les effets d'une crise économique dont l'ampleur est comparée à celle de 1929 par le FMI et la Banque Mondiale et pour stimuler la consommation.
En Europe, du fait du retard démocratique des institutions européennes, chaque pays mène sa propre politique économique. Gordon Brown, Premier ministre travailliste, mène en Grande-Bretagne, une politique sociale keynésienne modérée, en distribuant du pouvoir d'achat par une baisse de la TVA et en empêchant les grandes banques privées de faire faillite, quitte à les nationaliser de fait (Lloyds Bank). Angela Merkel, en Allemagne, dans un gouvernement de coalition droite chrétienne-Parti social-démocrate, laisse accorder par la négociation des augmentations de salaires dans les transports, augmente son déficit budgétaire et cherche des accords dans sa zone d'expansion économique : à l'est, avec la Russie, échangeant de l' énergie et des matières premières russes contre des produis manufacturés allemands.
Alors que les dirigeants des grands pays du monde se convertissent de façon modérée au keynésianisme, que les dirigeants des grands pays européens font preuve de pragmatisme, le gouvernement Sarkozy-Fillon, élu sur un programme néo-libéral de choc en 2007, avant le début de la crise, a décidé de ne pas en changer. Il a, comme avant lui Bush aux USA, prêté sans contrepartie aux banques et diminué les impôts des plus riches (le « bouclier fiscal » au niveau de 50 % des revenus, aucune personne ne pouvant être imposée au-delà de ce seuil). Il a appelé « plan de relance » des dépenses publiques déjà programmées mais simplement avancées dans le calendrier. Et enfin, sous couvert de financer l'investissement, il propose d'alléger de 8 milliards d'euros la fiscalité des patrons d'entreprises, en supprimant une partie de la taxe professionnelle.
La seule mesure annoncée pouvant contribuer à atténuer la dépression pour les couches sociales « moyennes » consiste à diminuer provisoirement les impôts de la première tranche imposable pour stimuler un peu la consommation ; mais, en contrepartie, il est prévu de diminuer les emplois publics (« ne pas remplacer un fonctionnaire sur 2 ») et donc de porter atteinte aux services publics dans une logique de privatisation de leurs activités (projets de gérer la poste, les hôpitaux, les universités notamment suivant des critères propres aux entreprises privées).
Dans ces conditions, le PIB va décroître en 2009 en France de 1,5 % selon les dernières prévisions. Le chômage va exploser : 106 800 emplois détruits dans les trois derniers mois de 2008 [3]. Les licenciements s'accumulent dans les grandes entreprises privées et leurs sous-traitants : automobile (Renault, PSA, Continental…), distribution (Camif, 3 Suisses, La Redoute, Fnac…), pharmacie (Sanofi, Glaxo, Pfizer…), informatique et électronique (Hewlett-Packard, NEC, Texas, ST

Lire la suite page suivante

Micro, Alcatel-Lucent, Sony…), banques (Dexia, Crédit Agricole…), transports (Sea France, FM logistic…), sidérurgie (Arcelor Mittal…). Et les capitalistes français ne vont pas investir en France, contrairement à toute la propagande gouvernementale. Pourquoi investir son argent en France, alors qu'il vaut mieux le placer dans une relance attendue plus vite aux USA ; ou dans d'autres pays européens plus compétitifs dans certains domaines porteurs, et sans risque de change puisque que ce sont des pays de la zone euro ou assimilée ?

3. Les réponses nécessaires à la crise en France : une reconversion écologique, sociale et démocratique de l'économie

Les réponses que nous pouvons faire face à la crise économique, sociale et écologique actuelle dépendent des valeurs que nous défendons pour l'organisation de la société : des valeurs de responsabilité écologique, de solidarité et d'égalité sociale, de démocratie intégrale, participative et représentative.

L'économie est, pour nous, un moyen d'organiser la société au mieux selon ces valeurs tout en agissant contre les effets de la crise et en cherchant des voies de sortie de cette situation.

Nos réponses sont à mettre en œuvre dès maintenant, comme revendications des mouvements sociaux, comme objectifs des collectivités territoriales où la gauche et les écologistes sont majoritaires, avant d'être expérimentées à l'échelle nationale.

Ces réponses doivent s'articuler avec des réponses à l'échelle européenne, dans le cadre d'un Union européenne démocratisée et avec les actions du mouvement altermondialiste à l'échelle de la planète.

Dans le cadre limité de cet article, nous fixerons simplement quelques grandes orientations de politique économique, à porter dans le débat existant dans les mouvements sociaux. Nous définirons ces orientations à partir de l'analyse précédente de la conjoncture économique et politique.

1) La constitution d'un pôle financier national, public et démocratique

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a prêté ou garanti aux banques des dizaines de milliards d'euros sans contrepartie et sans effet pour résoudre la crise.

Comme l'explique très clairement l'économiste Jacques Adda, « si une banque est trop grande pour faire faillite, alors elle doit être nationalisée. Ses actionnaires doivent assumer les pertes et sa direction doit être limogée. Cela suppose de conditionner l'injection de capitaux publics par la reconnaissance par les banques de leurs pertes (…). Puis de sanctionner l'échec de la gestion passée en permettant à l'Etat d'acquérir le capital des banques à son prix de marché. Faute d'une telle politique, l'Etat se condamne à socialiser les pertes passées et futures du système bancaire, à un coût exorbitant pour les générations futures » [4], comme contribuables ayant prêté à des entreprises faillies.

C'est exactement ce que fait actuellement l'Etat-Sarkozy, en y ajoutant la tromperie (l'Etat devrait gagner en 2009, selon son interview après la grève nationale du 29 janvier ; car il a prêté à intérêt aux banques… qui sont en faillite !) ; le copinage (il nomme illégalement son conseiller financier direct, Pérol, haut fonctionnaire, à la tête d'une banque fusionnant les banques populaires –mutualistes à l'origine – et les Caisses d'Epargne, qui ont subi de lourdes pertes spéculatives) ; et le démantèlement d'un service public (il veut privatiser la Poste et utiliser ses moyens financiers publics pour aider les banques privées en faillite).

Une politique économique réaliste face à la faillite actuelle du secteur financier privé consiste à :

- maintenir la Poste dans le service public, comme « Banque du Peuple », accessible à tous et ayant des interventions populaires, par exemple, en faveur de la construction de logements sociaux et de crédits aux plus démunis ;
- nationaliser les banques privées en faillite en les rachetant à leur prix (très bas), en faisant nettement supporter les pertes aux actionnaires et en limogeant les dirigeants ;
- constituer un pôle financier public, aux interventions diversifiées pour aider à la reconversion sociale et écologique de l'économie (voir plus loin) ;
- élargir les droits démocratiques des salariés et des citoyens dans ces banques publiques, garantissant que la monnaie est utilisée au service du plus grand nombre et non au service des plus riches et des détenteurs de capitaux privés.

La mise en œuvre de ces orientations peut commencer dès maintenant. Les citoyens, comme les collectivités territoriales, ont encore le droit de choisir leur banque et leurs moyens de paiement. Ils peuvent favoriser les banques publiques, comme La Poste ; et boycotter ou se détourner des banques qui spéculent ou qui copinent avec l'Etat-Sarkozy. Ils peuvent soutenir les luttes des postiers, des travailleurs des banques, des associations qui vont dans le sens de ces orientations. Par ailleurs, ils peuvent, par des systèmes d'échange locaux (SEL), se détourner de la monnaie de l'Euroland et organiser eux-mêmes un échange de produits et de services selon un équivalent monétaire non-étatique.

Dans cette politique, il ne s'agit pas de nationaliser toutes les banques et les assurances, seulement les grands groupes qui demandent des aides de l'Etat du fait de leur situation financière catastrophique, en gardant et en renforçant un secteur financier public, mutualiste et coopératif actuel (La Poste, la Caisse des dépôts…). Cette dualité public-privé, dans la gestion d'un bien public comme la monnaie, suppose pour son maintien sur la durée :

- l'action contre l'évasion des capitaux dans les paradis fiscaux, en interdisant aux banques et aux sociétés, privées ou publiques de faire des transactions avec ces pays tant qu'ils échappent aux règles fiscales démocratiquement édictées par les Etats ;
- un contrôle renforcé par tous les salariés du secteur financier privé comme public, par le biais de leurs comités d'entreprise, sur les mouvements de capitaux ;
- la mise en place d'une gouvernance démocratique européenne des pays concernés sur la Banque Centrale Européenne, qui a seul pouvoir d'émettre de la monnaie en dernier ressort dans la zone euro.

2) Une aide à la reconversion écologique des logements anciens et la construction massive de logements sociaux écologiques

Des sources considérables d'économies d'énergie et des possibilités importantes d'emplois existent dans la reconversion écologique du parc de logements anciens, qu'il soit public ou privé. Des aides de l'Etat et des collectivités territoriales doivent être accordées pour ces deux objectifs. Ces aides valoriseront les logements privés. Les collectivités publiques doivent récupérer à terme le montant de ces aides par une augmentation des taxes sur les propriétés privées bâties.

Des besoins énormes en logements sociaux ne sont pas satisfaits, dès lors que l'on veut répondre aux demandeurs. L'Etat doit là aussi intervenir par la constitution d'un service public de construction massive et de gestion de logements sociaux et écologiques, intervenant par différents types de sociétés (publiques, mixtes…) à toutes les échelles du territoire (grandes communes, agglomération, pays, régions, Etat). Les

Lire la suite page suivante

lois d'urgence en matière de logements doivent être appliquées (réquisition des logements vides, en commençant par ceux des entreprises et des bailleurs publics…). Le droit effectif au logement pour tous doit être assuré, condition indispensable de la dignité humaine.
Les grands monopoles privés du bâtiment, comme Bouygues, qui dépendent des commandes publiques, devront choisir entre leur place dans les médias (TF1) et leur place dans le bâtiment. Car il y a détournement de concurrence et conflit d'intérêt. On ne doit pas pouvoir être fournisseur de l'Etat et propriétaire d'un moyen de communication qui soumet ce même Etat, et notamment ses élus, à son influence. Une telle pratique devrait relever d'une loi anti-trust, sur le modèle des USA.
Les collectivités territoriales où la gauche et les écologistes sont majoritaires peuvent commencer, à leur échelle, à mettre en œuvre ces orientations en faveur du logement social et écologique. Elles peuvent soutenir les luttes nécessaires des habitants et des travailleurs, avec leurs associations, allant dans ce sens. Elles doivent inscrire cette action pour le logement dans la perspective d'une autre forme d'aménagement de l'espace urbain. Celle de la ville durable, économe en énergie, favorisant les modes doux de déplacement des personnes (marche, vélos) au détriment des modes durs (voitures individuelles, motos) ; une ville basée sur les courtes distances, avec des quartiers à la dimension de la marche et du vélo, et une plus forte densité de population et d'emplois, avec une haute qualité environnementale du bâti et une haute qualité sociale des espaces publics ; une ville où les quartiers sont reliés essentiellement par des transports collectifs accessibles à tous (bus au gaz naturel, tramways électriques, métros et trains fonctionnant à l'électricité).

3) Une reconversion de l'industrie automobile en industrie de la mobilité durable avec contrôle de l'emploi et de la formation par les comités d'entreprise et les syndicats de salariés

L'industrie automobile est en train de s'écrouler dans le monde des pays riches. Des géants comme General Motors sont au bord de la faillite. L'Etat-Sarkozy, comme pour les banques, donne des aides aux constructeurs privés nationaux pratiquement sans contrepartie, les laisse licencier et pousser à la faillite les fournisseurs équipementiers.
La filière automobile doit être complètement réorganisée. Son but ne doit plus être de vendre le maximum de voitures individuelles au maximum de gens (nous en sommes déjà en France à 494 voitures pour 1000 habitants, soit un véhicule pour 2 personnes [5]) mais de répondre aux besoins de mobilité, d'abord individuelle, de façon durable.
Des choix doivent être faits concernant les sources d'énergie qui alimenteront les véhicules individuels. Dans l'état actuel des techniques disponibles, c'est le véhicule électrique qui apparaît le mieux adapté pour les courtes et moyennes distances ; quitte à utiliser le biogaz pour les moyennes et longues distances. Dès lors, l'automobile individuelle sera plus coûteuse, avec l'augmentation du prix de l'énergie ; elle devra être moins possédée individuellement et beaucoup plus louée (loueurs classiques, autopartage…).
L'industrie automobile en France doit prendre à bras le corps le remplacement des voitures individuelles à moteurs thermiques à essence en voitures électriques et au biogaz : location de véhicules urbains, distribution des batteries rechargées, fabrication des batteries, mise en place d'une filière de biogaz à partir des déchets… Elle doit utiliser les technologies de pointe acquises dans le véhicule électrique ou le biogaz pour les diffuser dans les autres industries utilisant l'électricité ou le gaz. Elle doit notamment utiliser ses compétences dans les chaînes de montage complexes pour la fabrication de produits proches de ceux utilisés dans l'automobile : équipement des logements, confort acoustique, confort thermique…
Cette reconversion de l'industrie automobile prendra du temps. Elle peut entraîner des licenciements dans certaines entreprises qui constitueraient un véritable gâchis humain alors qu'il y a là une main d'œuvre industrielle ayant une bonne qualification. C'est pourquoi la reconversion de l'industrie automobile doit s'accompagner :

- d'une interdiction des licenciements dans toutes les entreprises qui distribuent des dividendes ou qui reçoivent des aides de l'Etat. Le salarié et le citoyen contribuable doivent passer avant l'actionnaire ;
- d'un reclassement généralisé de tous les salariés dont les postes sont réorganisés, avec formation professionnelle aux nouveaux métiers et aux nouvelles technologies ;
- d'un contrôle des comités d'entreprise et des syndicats, quand les comités d'entreprise n'existent pas, sur l'emploi et la formation dans l'entreprise.

4) Une action massive de reconversion écologique et sociale des productions offrant de nouvelles formations professionnelles

D'autres secteurs de la production, moins sinistrés que l'industrie automobile, doivent être reconvertis de façon écologique et sociale : l'industrie chimique qui détruit les sols agricoles, pollue les eaux par ses engrais chimiques et risque à tout moment de nous exploser à la figure comme l'usine AZF à Toulouse ; l'industrie agro-alimentaire, l'agriculture et l'élevage intensifs, la surpêche qui organisent la mal-bouffe et la réduction de la biodiversité ; l'industrie textile qui pourrait utiliser beaucoup mieux les fibres naturelles recyclables ; l'industrie informatique et électronique pour qu'elle fournisse des biens plus durables et recyclables ; l'industrie du transport de marchandises, pour qu'elle utilise moins de pétrole et dégrade moins notre environnement naturel et social, en favorisant par l'investissement public les divers types de transport combiné (rail-route, fleuve-route, mer-route) et en relocalisant les productions ; la distribution pour qu'elle s'adapte à la ville durable, avec des commerces de proximité, accessibles par des modes de transports doux et collectifs… et évidemment tout le secteur de l'énergie qui doit passer à l'après-pétrole et sortir du nucléaire pour l'électricité, en favorisant les économies d'énergie et les énergies renouvelables.
Il y a là nécessité de passer à d'autres types de filières, de réorganiser les productions et les distributions, de mettre en place le recyclage de tous les déchets pour ne pas dépasser les capacités d'assimilation des milieux environnants.
Cette action, à initier du niveau local au niveau national, puis européen et mondial, nécessite la mise en mouvement de tous les acteurs concernés et organisés : les travailleurs de ces secteurs, les consommateurs, les collectivités territoriales, les entreprises publiques et privées, pour des objectifs servant l'intérêt général des générations présentes et futures.
Elle doit s'accompagner des mêmes types de garanties sociales et démocratiques que dans le secteur automobile (interdiction des licenciements pour les entreprises qui distribuent des dividendes ou sont aidées par les collectivités publiques ; reclassement des travailleurs ; contrôle de l'emploi et de la formation par les comités d'entreprises et les syndicats de travailleurs). Une politique spécifique doit être organisée pour les secteurs où prédominent les artisans et les paysans propriétaires exploitants, quand le travailleur est en même temps petit propriétaire de l'entreprise (pêche, agriculture,

Lire la suite page suivante

élevage…). Des aides directes à la reconversion et la redéfinition des tâches doivent être mises en place en contrepartie d'un rôle écologique et social de ces activités (rôle par exemple dans la valorisation des territoires pour les agriculteurs par exemple…).
Cette politique nécessite des débats publics et, en fin de compte, une formation professionnelle des travailleurs qui vont changer leur façon de produire, pour consommer différemment. Un autre acteur doit donc être aussi massivement présent : les acteurs de la formation, de la production et de la transmission des savoirs.

5) La mise en place de services publics démocratiques dans l'enseignement, la recherche et la santé

Le savoir collectif de la société devient de plus en plus un moteur du développement économique. Les logiciels de traitement des informations et des connaissances sont utilisés dans l'ensemble de l'économie, dans les industries culturelles et toutes les activités de communication techniquement médiatisées. Le niveau des connaissances de la population de nos sociétés augmente avec un temps de formation initiale au minimum de 10 ans (de 6 à 16 ans) pouvant aller jusqu'à 20 ans pour accéder au grade de docteur des Universités.
La production et la diffusion des connaissances par le système de recherche et d'enseignement deviennent un grand enjeu social et économique. Le gouvernement Sarkozy-Fillon, avec ses différentes réformes, veut marchandiser les savoirs pour rendre ce secteur profitable à terme pour des entreprises privées, gérer les établissements d'enseignement, à commencer par les Universités, comme des entreprises concurrentielles et mettre la recherche au service des entreprises privées. Il cherche à démanteler le caractère principalement public de l'enseignement et de la recherche en France, en diminuant les postes au nom « d'économies nécessaires » face à la crise. Il construit, de son point de vue néolibéral, une sortie de crise par la marchandisation des productions dites immatérielles que sont l'information et les savoirs accumulés.
Cela suppose une attaque sans précédent contre le statut public actuel des enseignants et leur formation, une dégradation de leurs conditions de travail (annualisation, flexibilité, précarité), une atteinte à la liberté et à la qualité de la recherche publique, pouvant la scléroser rapidement, une augmentation des droits d'inscription pour les étudiants dans les établissements d'enseignement et une sélection sociale accrue de toute la jeunesse scolarisée.
Les luttes en cours dans l'Université, la recherche et le reste de l'Education nationale sont des réponses à ces attaques. Demander le retrait du décret sur le statut des enseignants chercheurs signifie refuser la dégradation de leurs conditions de travail et leur transformation en « PATF » (Professeur A Tout Faire de l'enseignement à l'insertion professionnelle et à la gestion de l'Université), la recherche venant de surcroît, uniquement dans les « pôles d'excellence » choisis par le gouvernement. Demander le retrait du décret sur la formation des enseignants du secondaire et du primaire (' mastérisation ») signifie refuser d'envoyer des enseignants devant une jeunesse scolarisée en difficulté, sans une formation d'un an rémunérée, leur apprenant vraiment leur métier. Demander le refus des suppressions de postes dans l'éducation et la recherche signifie lutter contre l'augmentation du chômage, mais surtout augmenter l'investissement de la société dans ce domaine.
Car, pour organiser la reconversion écologique et sociale nécessaire pour sortir de la crise, il faut accroître formation et innovation et porter l'investissement dans la recherche et l'éducation à 3 % du PIB, comme dans les autres grands pays développés et comme les Etats Généraux de la Recherche l'avaient proposé en 2004. S'opposer à la Loi LRU (Loi dite « Libertés et Responsabilités des Universités), c'est refuser les pouvoirs exorbitants des Présidents d'Université, invités à se comporter comme des patrons d'entreprise. C'est considérer le savoir comme un bien collectif, géré démocratiquement dans le cadre d'un service public démocratique de l'enseignement et de la recherche.
Au fond, le mouvement en cours dans les Universités signifie que les êtres humains et leurs savoirs ne sont pas des marchandises. Affirmer cela dans l'éducation, c'est l'affirmer aussi pour les soins nécessaires à la personne humaine. La santé constitue aussi un bien collectif, car il s'agit de la vitalité de toute la population d'un pays. Comme dans l'Education, il faut affirmer que les établissements de santé ne peuvent pas être gérés comme des entreprises privées, contrairement à la politique néolibérale du gouvernement Sarlozy-Fillon. Et défendre la création d'emplois pour un service public de santé, pour répondre aux besoins croissants, liés en particulier à l'augmentation de l'espérance de vie en France.

6) Une nouvelle répartition des richesses créées, en taxant les revenus des plus riches et en augmentant les minima sociaux et les salaires jusqu'à 1,4 fois le SMIC

Du fait de la crise économique du capital privé, des moyens publics doivent être mobilisés pour l'enseignement, la recherche, la santé. Mais aussi pour la justice, au vu de la situation scandaleuse pour la dignité humaine des prisons en France et de la lenteur de l'application du droit, faute de moyens adéquats.
Le bon sens nous dit à juste titre que les moyens publics ne sont pas infinis ; qu'il peut y avoir augmentation de la dette publique en période de crise, mais de façon limitée, par exemple jusqu'à environ une année de production, afin qu'elle puisse être progressivement remboursée aux citoyens qui ont prêté à l'Etat parce qu'ils ont un revenu disponible épargné.
Ce qui signifie que les déficits publics, qui sont financés par la dette publique, doivent être aussi limités. Si des dépenses nouvelles pour les services publics en investissement ou en fonctionnement sont créées dans l'espoir d'un développement futur, la politique de baisse d'impôts proposée par le gouvernement Sarkozy-Fillon est inadéquate : elle augmente la dette publique.
La seule solution pour ne pas augmenter trop cette dette consiste à augmenter les impôts des catégories qui en payent relativement peu : les catégories sociales aisées. C'est exactement ce que préconisait Keynes dans les périodes de crise, en particulier pendant la crise de 1929. C'est exactement ce qu'a fait Roosevelt aux USA en 1933, en atteignant le taux d'imposition de 80 % pour les revenus des plus riches.
Par ailleurs, la période de 30 ans de capitalisme néolibéral, qui s'achève par les faillites actuelles, a été marquée par une augmentation considérable des inégalités sociales.
Selon les statistiques européennes, la France se caractérise par une stagnation des revenus salariaux depuis dix ans, avec une augmentation du nombre de salariés payés au SMIC : 10,6 % de la population active employée à plein temps ne gagnait que le SMIC en 2006 [6].
Cette situation s'explique par une évolution de la répartition de la valeur ajoutée produite en faveur des revenus de la propriété et en défaveur des revenus du travail. Depuis les années 1975, en France, c'est 10 % de la valeur ajoutée totale qui a été transférée des revenus du travail aux revenus de la propriété. Pour un PIB de l'ordre de 1900 milliards d'euros en 2008, si l'on voulait rétablir les proportions de 1975, 190 milliards

Lire la suite page suivante

d'euros [7] devraient être transférés, par la fiscalité et les hausses de salaires baissant les profits, des revenus de la propriété aux revenus du travail.

Nous proposons donc

- de supprimer le «bouclier fiscal» de Sarkozy-Fillon, qui limite tous les impôts des catégories les plus riches à 50 % de leurs revenus et exonère les entreprises d'un paquet de charges sociales concernant les heures supplémentaires. Ces mesures Sarkozy-Fillon ont été inscrites dans la Loi dite «Travail, Emploi, Pouvoir d'Achat» ou TEPA. Le coût de cette loi, pour l'Etat et la Sécurité Sociale, a été évalué par le ministère des Finances à 7,7 milliards d'euros pour 2008 et 9,5 milliards d'euros pour 2009 [8]. La loi TEPA doit être abrogée et ses ressources affectées à des augmentations de revenus pour les salariés.
- d'établir un taux d'imposition allant jusqu'à 80 % pour les revenus des plus riches ;
- d'augmenter les minima sociaux et les bas salaires, jusqu'à 1, 4 fois le SMIC actuel [9], de 200 euros par mois, comme le proposent par exemple les salariés de Michelin pour la grève du 19 mars 2009 [10], et comme l'ont obtenu les salariés de la Guadeloupe après 44 jours de grève.

Certains écologistes pourraient objecter que le surcroît de pouvoir d'achat distribué (200 euros) serait dépensé en consommations dommageables à l'environnement. C'est possible, la consommation des produits étant assez libre en France [11]. Mais, sur le court terme, les 200 euros reçus serviront surtout à l'achat de produits de base nécessaires, plutôt qu'à l'achat d'automobiles fortement polluantes ou de voyages en avion, fortement utilisés par les classes riches de notre société. Par ailleurs, la reconversion de l'économie devrait inciter les consommateurs à se tourner vers des biens et services plus écologiques. Enfin une partie de cette hausse de revenus servirait probablement, pour de nombreuses personnes, à mieux se soigner, se former et s'informer. Ce qui est favorable non pas à la croissance des biens matériels mais au développement économique général, calculé à partir de l'indice de développement humain [12].

7) Une gestion collective et démocratique des biens communs du patrimoine social et naturel

Les propositions qui précèdent constituent des réformes qui sont loin de révolutionner de fond en comble notre société. Elles sont nécessaire pour répondre en France à la crise du capitalisme néolibéral et enclencher une nouvelle dynamique sociale.

Au fond, ces propositions considèrent la monnaie, l'habitat, le transport, l'enseignement, la recherche, la santé, la justice comme des biens communs faisant partie de notre patrimoine social. Et l'environnement naturel, avec ses ressources énergétiques, sa biodiversité, sa capacité de recyclage des déchets comme un patrimoine naturel pour les générations présentes et futures. Ces propositions s'inscrivent dans la perspective d'une développement durable et solidaire, combinant préservation et développement du patrimoine social et du patrimoine naturel ; et dans chaque cas, elles sont proposées comme objectifs de la mobilisation démocratique des mouvements sociaux et comme politiques publiques, à inscrire dans la durée par une présence de la gauche et des écologistes dans les institutions du pays.

Il est certain que la mise en œuvre de ces propositions diminue les avantages des classes riches de notre société et augmente les avantages pour le plus grand nombre. Elles s'inscrivent dans une tradition écologiste de gauche, sociale et démocratique, dans une volonté de prise en charge collective des entreprises et de la société, à différentes échelles, d'une appropriation sociale et démocratique par les acteurs concernés, et d'abord les travailleurs salariés des entreprises.

Quelles perspectives ces propositions dessinent-elles ? Il est possible de parler d'une société écologique du bien commun ; ou d'un socialisme écologique démocratique, car le caractère collectif des actions est manifeste, de même que la volonté d'appropriation sociale des biens communs sous diverses formes. Disons que nous avons besoin, pour trouver une issue à la crise économique du capitalisme néolibéral d'élargir les valeurs de la République en France. Passer de la liberté à la démocratie libre, intégrale, respectant les individus dans leur singularité, prenant en compte la multitude des mouvements sociaux et des partis, participative et représentative. Passer de l'égalité à la solidarité sociale, l'égalité des chances dans la formation tout au long de la vie et la répartition juste des richesses créées. Passer de la fraternité à la responsabilité humaine par rapport à la vie sur notre planète pour les générations présentes et futures.

Nous aimerions, avec les mouvements sociaux de la multitude, faire un nouveau pas dans l'histoire humaine de notre pays, dans l'Europe et le monde. Comme tout pas, il dépasse un état antérieur : le capitalisme. Il commence une autre histoire. Parce que ce pas socialise des biens communs, nous pouvons l'appeler, celui du socialisme écologique des biens communs.

Jacques Stambouli

[1] *Le Monde* 2, 18 octobre 2008, p. 32.
[2] Tous les chiffres macro-économiques sont tirés de *Alternatives Economiques*, n° 278, mars 2009 et de *L'Atlas du Monde diplomatique*, «Un monde à l'envers», Hors série, mars 2009.
[3] *L'Humanité*, quoditien, du 14 mars 2009
[4] *Alternatives économiques*, n° 278, mars 2008, p. 64.
[5] Chiffres de 2004, *Alternatives Economiques* hors série n° 78, 4e trimestre 2008.
[6] *Alternatives économiques*, n° 78, p. 40-41. Le SMIC était de 1281 euros brut au premier semestre 2008 (environ 1150 euros net).
[7] A titre de comparaison, le plan de relance du Parti socialiste propose, début 2009, d'augmenter les revenus des ménages de 24 milliards d'euros pour «soutenir la consommatio», en augmentant le SMIC de 3 % (38,5 euros brut), en donnant (une fois) une aide de 500 euros aux bénéficiaires de la prime pour l'emploi et aux bénéficiaires des minima sociaux, et en baissant de 1 % la TVA. Comme l'explique Martine Aubry, première secrétaire de ce parti, «il marche sur ses deux jambes : 24 milliards de soutien à la consommation et 26 milliards sur l'investissement». (Tract national du Parti socialiste, sans date, reçu par l'auteur en février 2009).
[8] *La Tribune*, 17 mars 2009, p.2.
[9] Comme le SMIC actuel est de 1281 euros, les salaires touchés par l'augmentation vont jusqu'à 1800 euros environ.
[10] *L'Humanité* du 17 mars 2009, p. 6.
[11] Nous ne proposons pas de limiter par des tickets de rationnement la consommation de certains biens, comme pourraient le défendre des ayatollah de l'écologie. Nous préférons parier sur l'intelligence des personnes dans une société libre et démocratique.
[12] Rappelons du l'indice de développement humain (IDH) est la moyenne pondéréé (1/3 par item) du PIB par habitant, de l'espérance de vie à la naissance et du taux d'analphabétisme. Il peut même y avoir décroissance (diminution du PIB) et augmentation de l'IDH, si cette décroissance est compensée par une augmentation de l'espérance de vie et une diminution du taux d'analphabétisme.

Des pistes à court terme pour sortir de la crise

La crise que nous vivons est la traduction de la rapacité des hommes dans un système capitaliste dérégulé et mondialisé. Prêts accordés en tirant des plans sur la comète (les subprimes aux USA, mais aussi les prêts à 25-30 ans en France), recherche de taux de rendement invraisemblables au détriment du respect des droits des travailleurs et de l'avenir de la planète, suppression des contrôles des Etats sur les flux financiers, protection de fait des paradis fiscaux (une fraude fiscale de fait) tels que le Luxembourg. Et tout cela habillé du joli mot de mondialisation, un univers impitoyable à défaut d'être indiscutable ! Cette mondialisation, associée à la volonté des grands patrons (à l'exemple de Mittal) de maintenir leurs profits, fait rebondir la crise de continent en continent et de pays en pays.

La réalité étant ce qu'elle est, les réponses purement nationales ne seront pas suffisantes, mais elles ne peuvent être repoussées. La construction de l'Union Européenne s'est faite au nom du libre échange à l'intérieur de l'UE mais également envers l'extérieur ; ces choix ont sans doute été favorables aux fabricants d'avions, de centrales nucléaires et de TGV, mais se sont effectués au détriment d'un certain nombre de secteurs qui relèvent de la vie quotidienne (textile par exemple). Au niveau national, comme au niveau communautaire, l'urgence est de redonner confiance. Il faut donc poser le principe de la limitation des importations aux produits et services qui respectent les conditions de travail et de respect de l'environnement en vigueur en Europe. Il faut par ailleurs abandonner le Traité Constitutionnel Européen et dénoncer le Traité de Maastricht afin de maintenir des services publics hors du secteur marchand. Il n'est pas question pour nous de supprimer l'Euro, mais de soumettre la monnaie au contrôle politique, c'est-à-dire au contrôle du peuple, et de refonder l'Union Européenne sur de nouvelles bases.

Au niveau national, les plans d'investissements annoncés sont pour partie le rattrapage par l'Etat de ses engagements (contrats de plan Etat Régions par exemple), pour partie de nouveaux engagements dont certains discutables :

la priorité en matière ferroviaire n'est pas dans le TGV mais dans un effort de longue haleine sur l'Ile de France, au réseau sous entretenu depuis plus de 20 ans, et dans les liaisons interrégionales délaissées du fait du choix commercial imposé par l'Etat à la SNCF (exemple de Nantes-Bordeaux, de Caen Tours, de Nantes Lyon par Roanne)

il faut, contrairement aux choix des gouvernements de droite depuis 2002,subventionner immédiatement les tramways en cours, afin d'éviter que les agglomérations ne renoncent du fait de la crise économique.

Soutenir l'investissement à moyen terme est une chose, mais n'est pas suffisant : la confiance passera par une relance du pouvoir d'achat. La réponse de Sarkozy consiste à dire que la relance de la consommation entraînerait une hausse des importations ; en suivant la logique de ce raisonnement, faudrait-il réduire encore le pouvoir d'achat pour diminuer encore ce risque ? Mais, soyons sérieux et donnons quelques pistes possibles, même s'il est nécessaire que la relance ait lieu simultanément dans les pays de l'UE d'autant que la grande majorité des échanges est intracommunautaire

Plutôt que d'augmenter le SMIC brut, ce qui peut poser problème à court terme dans un certain nombre d'entreprises, il est possible d'augmenter le SMIC net par la réduction totale (8% des salaires) ou partielle de la CSG, réduction plafonnée au niveau de ce même SMIC même pour les salaires plus élevés. L'Etat prendrait en charge ce manque à gagner pour la Sécurité Sociale dont le coût maximal serait de l'ordre de 25 à 30 milliards d'euros, une somme équivalente aux réductions de cotisations patronales accordées sans guère de justification économique sérieuse. Par justice, il convient également de réduire la CSG sur les retraites. Le financement partiel de ces mesures pourra être trouvé dans la suppression du bouclier fiscal qui profite surtout aux plus riches

Par ailleurs, puisque certains disent qu'il faut profiter de la crise pour réformer, profitons en positivement pour accorder les Allocations Familiales dès le 1er enfant, d'un même montant pour tous.

Les mesures présentées ont le mérite de redonner de la confiance à travers le pouvoir d'achat, tout en corrigeant des injustices (CSG et allocations familiales). Elles sont fort éloignées des mesures de saupoudrage annoncées hier par M Sarkozy. Car la question n'est pas d'aider les « classes moyennes », concept flou et fourre tout, mais bien les milieux populaires, ouvriers, employés, etc…, qu'ils soient en activité, au chômage ou à la retraite, et qui souvent ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu.

Mais elles ne pourront éventuellement être mises en œuvre que sous la pression populaire, et probablement grâce à la grève générale reconductible qui seule peut faire reculer le grand patronat dont le gouvernement sert les intérêts. C'est dans ce cadre que le peuple pourra élaborer des mesures de relance à long terme qui n'auront pas vocation à remettre en selle le système économique que nous combattons mais au contraire à construire une alternative sur la base d'un développement durable sur le plan social et sur le plan écologique.

Marc Gicquel

Sur le site d'Ecologie solidaire
<www.ecologie-solidaire.org>, lire également
«Le ras le bol des DOM TOM» par Xavier Lhomme
«Supprimer la Taxe Professionnelle,
ce n'est pas effacer une imbécillité, mais un cadeau
supplémentaire au patronat !» par Marc Gicquel
«Retour au local» par Michel Wilson

La Lettre de l'Ecologie solidaire est publiée sous la responsabilité de
Françoise Alamartine, Nicole Bertrand-Séris, Martine Billard, Yves Contassot, Alain Coulombel, Michel Evrard, Augustin Grosdoy, Simon Imbert-Vier, Marc Lasaygues, Jean-Pierre Lemaire, François Longerinas, Kyra-Françoise Mas, Laurent Moccozet, Nazy Paysokhan, Christian Prébois, Michel Wilson
Vous pouvez nous contacter en envoyant un courriel à *edition@ecologie-solidaire.org*
Vous pouvez lire toutes les contributions de l'Ecologie solidaire sur le site www.ecologie-solidaire.org
Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à la version électronique de la Lettre de l'Ecologie solidaire en vous rendant sur le site http://listes.ecologie-solidaire.org